

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: COTE D'IVOIRE
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL ANNUEL
DATE DE RAPPORT: NOVEMBRE 2018

Titre du projet: PROJET D'APPUI A LA PERENNISATION DES OUTILS ET MECANISMES DE PREVENTION ET DE GESTION DES CONFLITS PACIFIQUE DES CONFLITS	
Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/CIV/ 10-00107776	
Modalité de financement PBF: <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): UNFPA, PNUD	
Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): <ul style="list-style-type: none">- Ministère du Plan et du Développement (MPD)- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS)- Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE)- Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté (MSCSLP)- Programme National de Cohésion Sociale (PNCS),- Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS)- Direction Générale de l'Administration du Territoire (DGAT)- Ecole Nationale d'Administration (ENA)- Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire- Association Nationale des Chefs, Reines, Rois de Côte d'Ivoire- ONG Centre Solidarité Action Sociale- ONG Organisation Nationale pour l'Enfant la Femme et la Famille- Institution du Médiateur de la République	
Date de début du projet¹: 05/01/2018	
Durée du projet en mois :² 18	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input checked="" type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire):

UNFPA : \$ 250 000

PNUD : \$ 750 000

: \$

: \$

Total: 1 000 000 USD

**Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF*

Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet: Une tranche sur 2 a été reçue, représentant 70% du budget global

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Kouyé Pauline, Arsène Assandé

Rapport approuvé par: Argentina Matavel, Luc Grégoire

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport:

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

Non

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Le projet est à la moitié de son cycle de mise en oeuvre. Les activités préparatoires ont conduit à la disponibilité d'un plan de travail conjoint, élaboré de manière consensuelle avec les partenaires nationaux que sont l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS), le Ministère en charge de la Solidarité, l'Ecole Nationale d'Administration et la Direction Générale de l'Administration du Territoire. Des réunions de coordination sont régulièrement tenues afin de s'assurer de la bonne exécution du projet, dans la recherche de synergies et de complémentarités. La bonne collaboration avec les principaux partenaires de mise en oeuvre à savoir l'OSCS, l'ENA, le PNCS et la DGAT est à souligner. Elle permet d'agir avec proactivité et flexibilité. A ce stade, les principales activités réalisées sont l'organisation des sensibilisations de proximité sur la cohésion sociale et l'alerte précoce avant, pendant et après les élections locales d'octobre 2018, l'appui à l'équipement et à l'installation des commissions régionales de l'OSCS et l'appui à la DGAT pour la vulgarisation du système intégré de gestion des conflits. Ces activités conduisent au renforcement du positionnement stratégique de l'OSCS pour la collecte et la production systématique de données sur la cohésion sociale et la solidarité, à l'attention des plus hautes instances décisionnelles.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

Compte tenu du contexte de transition causé par le départ de l'ONUCI et des changements politiques et institutionnels pouvant entraîner des troubles politiques et sociaux en Côte d'Ivoire comme cela a été observé lors des élections locales organisées le 13 octobre 2018, il demeure pertinent d'identifier les sources potentielles de conflits ou pouvant impacter négativement les efforts de consolidation de la paix et d'y apporter une réponse. La Côte d'Ivoire présente encore des défis à adresser en matière de cohésion sociale et cela s'avère d'autant plus nécessaire que les élections présidentielles de 2020 causent d'ores et déjà quelques instabilités socio politiques comme l'en démontrent les troubles observés pendant les élections locales le mois dernier. Le projet d'appui à la pérennisation des outils et mécanismes de prévention et de gestion des conflits, a pour objectif d'institutionnaliser un mécanisme d'alerte précoce efficace, permettant d'anticiper et d'intervenir adéquatement à la source même de ces conflits. Il vise également à promouvoir et à capitaliser les acquis obtenus dans les projets précédents, tout en renforçant les capacités des entités intervenant dans la résolution pacifique des conflits et la cohésion sociale. Il est impératif de consolider les acquis et de mobiliser des ressources pour que la Côte d'Ivoire soit un exemple de transition post-conflit réussi.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

L'une des spécificités de ce projet est l'objectif d'intégration dans les curricula de l'Ecole Nationale d'Administration, des modules de formation liés à la cohésion sociale, au genre, à la culture de la paix, à la prévention et la gestion pacifique des conflits de façon définitive. L'Ecole Nationale d'Administration étant l'institution de formation de référence des administrateurs nationaux, les capacités de ces derniers seront renforcées dès le stade de la formation, afin qu'ils sortent outillés et à même d'exploiter les mécanismes mis à leur disposition pour contribuer activement à la prévention et à la gestion pacifique des conflits. Aussi, à travers le renforcement de l'appropriation nationale via l'implication et le renforcement des capacités de toutes ces structures oeuvrant dans la cohésion sociale, le présent projet vise à pérenniser les mécanismes et outils de prévention et de gestion des conflits. Il s'agira d'instituer et de renforcer les organes nationaux en charge de la cohésion sociale, en l'occurrence l'OSCS et la DGAT de manière durable et de développer une expertise nationale qui survivront au terme du projet. De plus, avec la création d'un ministère spécifiquement en charge de la cohésion sociale et de la solidarité, les commissions régionales de l'OSCS permettront à ce ministère d'avoir des ramifications au niveau local, pour la mise à disposition d'informations pertinentes dans un court délai en vue de la prise de décision.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):
on track

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

On peut se satisfaire de l'accord de principe obtenu de l'Ecole Nationale d'Administration quant à l'intégration dans ses curricula de formation des modules liés à la consolidation de la paix. Ces modules ont été élaborés dans le cadre du projet d'appui à la prévention et à la gestion pacifique des conflits, également financé par le Peacebuilding Fund avec une forte implication du Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité.

Les administrateurs nationaux, en particulier les autorités préfectorales sont capables de par leur mandat de garant de la sécurité et de l'ordre public, d'influencer et de soutenir un changement de comportement dans leur zone d'affectation et surtout d'alimenter efficacement les systèmes d'alerte précoce. Aussi, 92 moniteurs de l'OSCS ont eu leurs capacités techniques renforcées en alerte précoce et prévention des conflits en lien avec les indicateurs de solidarité et de cohésion sociale à Guiglo, Bouaké et Divo. Ce renforcement de capacités technique a également concerné les autorités locales et préfectorales de ces régions. A cela s'ajoute l'appui à l'observatoire en matériel informatique et de communication. Cet appui a permis d'être à l'observatoire d'être opérationnel et de jouer pleinement son rôle de structure d'alerte et de veille pour la cohésion sociale. 120 relais communautaires et moniteurs de l'OSCS ont été formés pour mener des sensibilisations de proximité sur la consolidation de la paix à Abidjan, Bouaké, Divo

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet, des moniteurs de l'OSCS, des chefs religieux et traditionnels et des autorités locales ont vu leurs capacités renforcées sur le reporting des données de mesure du niveau de solidarité et de cohésion et l'utilisation du schéma de remontée de l'information. L'appui du projet contribue à la transformation des acteurs locaux en des acteurs de paix et de cohésion sociale. Pour preuve, lors d'un atelier de formation, le moniteur de l'OSCS de Zagné a dit ceci: "depuis mon implication dans les activités de l'observatoire, je fais attention à tous les faits qui peuvent entraver la paix et la cohésion sociale dans ma localité et je remonte l'information à ma hiérarchie avec des propositions concrètes de solutions qui me semblent pertinentes".

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Le principal défi se situe au niveau de la planification des activités. Il s'agit en effet de mettre en oeuvre des interventions ciblées et non dupliquées dans les autres projets déjà en cours. A cet effet, des séances de travail conjointes et participatives entre les agences du Système des Nations Unies et les partenaires nationaux de mise en oeuvre ont permis d'atteindre cet objectif. Ce processus a permis le renforcement de l'appropriation nationale et la création de synergies entre les différentes parties prenantes. A cela s'ajoute la fiabilité et la remontée rapide des données pour l'alerte. Le renforcement des capacités techniques et matérielles de l'Observatoire, notamment à travers la vulgarisation du mécanisme d'alerte précoce et l'installation de ses commissions régionales a répondu à ce besoin, ayant ainsi un impact positif sur la qualité, l'efficacité et la fiabilité des alertes de l'observatoire. Notons également les changements institutionnels et politiques (remaniements ministériels, reconstitutions des équipes au niveau des ministères sectoriels, etc) qui ont quelque peu entravé la bonne marche des activités, surtout au niveau de la partie nationale. La mise en oeuvre d'un plan accéléré d'activités en concertation avec les partenaires nationaux a permis d'atténuer les effets de ces changements institutionnels.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Globalement le projet a accusé un léger retard dans sa mise en oeuvre. Les activités préparatoires, en l'occurrence la phase de planification des plans de travail 2018 a allongé la période prévue pour la phase préparatoire de mise en oeuvre du projet. Cependant, en étroite collaboration avec les partenaires nationaux, des chronogrammes accélérés de mise en oeuvre des activités ont été établis et font l'objet d'un suivi accentué. De plus, l'Ecole Nationale d'Administration a changé de Secrétaire Général, qui est notre répondant pour la mise en oeuvre du projet. Il a fallu une période d'adaptation au nouveau Secrétaire Général pour se saisir du dossier et reprendre les activités où elles avaient arrêté. Il a fallu également tenir compte du calendrier de l'ENA qui était indisponible sur certaines périodes du fait de l'organisation des concours pour le recrutement des prochaines promotions. Les activités sont cependant en bonne voie de réalisation.

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

- Rapport de formation des moniteurs de l'OSCS sur le terrain, des OBC, des chefs traditionnels et religieux et des autorités locales sur le reporting des données de mesure

du niveau de solidarité et de cohésion sociale et l'utilisation du schéma de remontée de l'information à Bouaké

- Rapport d'ateliers de formation des moniteurs de l'OSCS à Guiglo
- Rapport de formation des relais communautaires et moniteurs de l'OSCS
- Rapport d'installation des commissions régionales de l'OSCS
- Rapport de mission de suivi

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: L'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale, la DGAT et les structures de paix produisent régulièrement des informations sur le niveau de la solidarité et de la cohésion sociale et contribuent à l'amélioration des actions de prévention des conflits

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

L'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale embrasse son rôle clé dans la collecte de données liées à la cohésion sociale sur le terrain grâce notamment aux moniteurs et monitrices bénévolement recrutés. Dans cette optique, 92 personnes dont des moniteurs, chefs traditionnels et autorités préfectorales ont été formées au mécanisme de remontée d'informations et sur le reporting de données d'alerte précoce dans les localités de Guiglo, Bouaké et Divo et Agboville. Pour une approche transversale et intégrée de la prévention et gestion des conflits, les 25 membres de la cellule de coordination interministérielle ont également eu leurs capacités renforcées en coordination, prévention et gestion des conflits lors d'un atelier à Dabou. Le renforcement de capacités de ces acteurs a pour objectif d'améliorer la fréquence et la qualité des données collectées liées à la cohésion sociale afin d'améliorer la prise de décision y relative. Il était également question de privilégier une approche interministérielle en matière de gestion et de prévention des conflits étant donné que pour une gestion durable des conflits, la pratique a montré la nécessité de l'implication et de l'intervention de plusieurs ministères. A cette étape de mise en oeuvre, l'impact de ces formations est difficilement perceptible. Toutefois, les participants ont soutenu qu'ils sont maintenant mieux outillés pour la collecte de données de qualité et leur transmission rapide pour une prise de décision à temps. Le manuel du chef de village validé par 41 participants lors d'un atelier à Yamoussoukro et le guide référentiel de prévention et de gestion des conflits ont été édités. La mise à disposition de ces outils aux chefs de villages et aux membres du corps préfectoral permettra de mieux les guider dans l'exercice de leur fonction. En outre, du matériel informatique, essentiellement composé d'ordinateurs, a été mis à la disposition de la DGAT afin de renforcer les capacités

opérationnelles du Système Intégré de Gestion des conflits qui est en cours de test et de finalisation. Ce système centralise et analyse les données relatives aux conflits en temps réel et met à la disposition des décideurs les informations liées à un conflit pour son règlement. 10 commissions régionales de l'OSCS ont bénéficié d'un appui technique et financier pour leur équipement et leur installation. Ces commissions installées sur le terrain permettent une décentralisation de cet organe de veille et de collecte de données de cohésion sociale qu'est l'OSCS. Elles permettront d'améliorer la disponibilité et la qualité des données collectées en lien avec la solidarité et la cohésion sociale, de même que l'institutionnalisation d'une systématisation du schéma de remontée de l'information. L'appui constant à l'OSCS renforce son positionnement stratégique et son leadership en matière de gestion de l'information et des interventions liées à la solidarité et à cohésion sociale au niveau national.

Résultat 2: Les administrateurs préfectoraux et sous-préfectoraux, le PNCS, et les acteurs de paix contribuent à la gestion pacifique et durable des conflits et à la cohésion sociale

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: *(voir les questions données sous Résultat 1)*

Les comités de paix, OBC de femmes et de jeunes et la chambre des Rois et chefs traditionnels engagés pour les activités de promotion de la paix et la cohésion sociale devant être équipés en matériel de sensibilisation ont été identifiés avec la partie nationale. L'acquisition du matériel est en cours. Les principales zones concernées sont Bouaké, Bouna, Guiglo, Yamoussoukro, Abidjan, Gagnoa, Divo.

Pour ce qui est de l'Ecole Nationale d'Administration, le plaidoyer mené auprès de la Directrice Générale a permis d'obtenir un accord de principe de sa part pour introduire les modules de consolidation de la paix, incluant les thématiques de genre, gestion et prévention des conflits, culture de la paix dans les curricula de formation de l'école dès la rentrée prochaine 2018-2019. Les modalités pratiques du partenariat qui sera établi sont en cours d'élaboration. Aussi, afin que les promotions sortantes qui seront très prochainement en fonction soient également sensibilisées et outillées sur ces thématiques, des séminaires pédagogiques seront organisées du 15 novembre au 15 décembre 2018. Les principaux participants ciblés par ces conférences sont les étudiants de la filière d'administration générale, qui seront appelés à exercer les fonctions de préfet et de sous-préfet. Aussi, dans la perspective de pérennisation de l'enseignement des modules liés à la consolidation de la paix à l'ENA et à l'appropriation nationale, un pool d'enseignants de l'ENA est constitué pour être formé en tant que formateurs sur les modules de consolidation de la paix à l'ENA. En outre, une étude sur l'inventaire des mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits est en cours de réalisation.

Résultat 3:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

Résumé du progrès: *(voir les questions données sous Résultat 1)*

Résultat 4:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

Résumé du progrès: *(voir les questions données sous Résultat 1)*

1.3 Questions transversales

<p>Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les partenaires nationaux de mise en oeuvre du projet, en particulier l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale ont participé activement aux réflexions stratégiques qui ont mené à la définition des activités. Le Programme National de Cohésion Sociale est un partenaire clé de mise en oeuvre des projets et programmes PBF depuis plusieurs années. Il a développé une expertise dans l'accompagnement et la mise en oeuvre d'activités de cohésion sociale. En Juillet 2018, le Gouvernement ivoirien a procédé à la création d'un ministère spécifiquement dédié à la cohésion sociale et à la solidarité (Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté), auquel le PNCS est désormais rattaché. De plus, étant consciente de l'importance de la prise en compte des questions liées à la cohésion sociale, la gestion pacifique des conflits, et la cohésion sociale, l'Ecole Nationale d'Administration a manifesté un grand intérêt quant à l'inclusion de modules de formation sur la consolidation de la paix dans ses curricula.</p>
<p>Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>L'équipe projet réalise régulièrement des missions conjointes de suivi selon un chronogramme établi dans le cadre de la mise en oeuvre du projet afin de d'effectuer l'assurance qualité du renforcement des capacités des acteurs, de vérifier l'atteinte des objectifs fixés, et d'apporter les mesures correctives au besoin pour sa bonne marche.</p>
<p>Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en oeuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Une étude perception est en cours de préparation par le Secrétariat Technique afin de déterminer les bases des indicateurs du projet. Le budget de l'évaluation n'est pas encore finalisé.</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Une mission de haut niveau a été organisée au mois d'octobre entre PBSO et le Gouvernement ivoirien afin d'évaluer les besoins de la Côte d'Ivoire en matière de consolidation de la paix. A l'approche des échéances électorales de 2020, il est nécessaire de poursuivre les efforts en cours et de les accentuer dans certains domaines. Le Système des Nations Unies appuie le gouvernement pour l'élaboration de propositions concrètes pour la mobilisation de ressources nécessaires pour adresser ces besoins.</p>
<p>Effets catalytiques (non financiers): Le projet</p>	<p>La BAD et l'Union européenne sont intéressés par la</p>

<p>a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>thématique de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Afin, d'exploiter cette possibilité de mobilisation de ressources, le PNUD leur a transmis des notes conceptuelles.</p>
<p>Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les structures nationales en charge de la cohésion sociale ont été mises en avant dans la mise en œuvre du projet. Une cellule interministerielle de coordination, de prévention et de gestion de conflit à été mise en place pour une gestion intégrée et durable des conflits. Les modules sur la prévention et la gestion des conflits seront intégrés dans le curricula de formation des futurs membres du corps préfectoral qui sont au premier plan de la prévention et de la gestion des conflits communautaires. Une stratégie nationale d'alerte précoce est en cours d'élaboration. De plus, l'appui du PNUD et de l'UNFPA à l'équipement et à l'installation des commissions régionales de l'OSCS permettra une couverture nationale du Ministère en charge de la Solidarité, une institutionnalisation de la collecte, de l'analyse et de la mise à disposition d'informations pertinentes et de qualité en matière de cohésion sociale.</p>
<p>Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les risques identifiés lors de la formulation du projet n'ont pas varié. Pour le moment, ils n'entravent pas le bon déroulement du projet..</p>
<p>Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les outils de collecte et de traitement de données qui sont en cours de conception prennent en compte la dimension genre pour faciliter le traitement de données et les analyses sexospécifiques. Une mission d'évaluation a été organisée conjointement avec l'UNFPA et le Ministère en charge de la Solidarité afin d'évaluer les besoins des espaces amis des femmes dans la zone ouest de la Côte d'Ivoire. Les recommandations de cette mission sont prises en compte et permettront d'adresser les besoins des femmes en matière d'autonomisation. De l'équipement a été également mis à la disposition des espaces amis des femmes de Divo et Bayota. La réhabilitation de ces espaces s'est achevée en juin 2018, dans le cadre du projet d'appui à la prévention et à la gestion pacifique des conflits, et nécessitait de l'équipement pour renforcer leur fonctionnement.</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>RAS</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 L'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale, la DGAT et les structures de paix produisent régulièrement des informations sur le niveau de la solidarité et de la cohésion sociale et contribuent à	Indicateur 1.1 % de représentativité féminine dans les comités de paix et mécanismes de prévention des conflits et de promotion de la cohésion sociale	20%	70%		Indicateur non renseignable à cette étape de mise en oeuvre	NA
	Indicateur 1.2 % de conflits (fonciers, entre agriculteurs et éleveurs, liés aux pratiques culturelles, liés au découpage administratif et aux problèmes de chefferie)	0%	20%		Indicateur non renseignable à cette étape de mise en oeuvre	NA

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
l'amélioration des actions de prévention des conflits	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Les capacités techniques de l'observatoire pour la paix et la cohésion sociale en matière d'outils, de production et d'alerte à la prévention des conflits sont renforcées pour la mise en œuvre d'action de prévention des conflits	Indicateur 1.1.1 Existence du document de référence sur les indicateurs de solidarité et de cohésion sociale	non	oui	Le document d'élaboration des indicateurs nationaux de solidarité et de cohésion sociale a été validé par les acteurs nationaux. Reste leur adoption au Conseil des Ministres.		NA
	Indicateur 1.1.2 Nombre de personnes (hommes et femmes) touchées par les causeries éducatives sur la prévention des conflits et la cohésion sociale	46840	66840	120 relais communautaires ont été formés à l'organisation de des causeries éducatives sur la cohésion sociale, le genre, la prévention et la gestion pacifique		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
				des conflits. Elles sont en cours et prendront fin au mois de décembre. Les rapports d'étapes laissent présager l'atteinte de la cible fixée		
Produit 1.2 Les capacités de la DGAT, des autorités locales, chefs traditionnels et membres des comités de paix sont renforcées à la prévention et la gestion pacifique des conflits dans leur zone d'intervention	Indicateur 1.2.1 Nombre de commissions régionales de l'observatoire de la cohésion sociale équipées (matériel informatique, outils de sensibilisation)	14	24	10 commissions régionales de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale ont été équipées et installées		
	Indicateur 1.2.2 Nombre de cadres de la DGAT et des sous-préfectures et préfectures formés à la gestion informatique des données de	152	352	40 membres du corps préfectoral et chefs de villages ont eu leur capacités renforcées sur le manuel du chef de village à		NA

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	prévention des conflits			Yamoussoukro		
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
Résultat 2 Les administrateurs préfectoraux et sous-préfectoraux, le PNCS, et les acteurs de paix contribuent à la gestion pacifique et durable des conflits et à la cohésion sociale	Indicateur 2.1 % des administrateurs préfectoraux et sous-préfectoraux de l'ENA qui ont des connaissances et aptitudes en gestion pacifique et durable des conflits et à la cohésion sociale.	30%	90%		Indicateur non renseignable à cette étape de mise en oeuvre	NA

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 2.2 % de la population des zones cibles qui pense que les administrateurs préfectoraux et sous-préfectoraux, de l'ENA contribuent à la gestion pacifique et durable des conflits et à la cohésion sociale	23.3%	50%		Indicateur non renseignable à cette étape de mise en oeuvre	NA
	Indicateur 2.3 Nombre d'acteurs de paix qui ont des connaissances et aptitudes en gestion pacifique et durable des conflits et à la cohésion sociale	50	100	82	20 médiateurs délégués et leurs assistants, et 12 chargés d'instructions ont eu leurs capacités renforcées en genre, gouvernance, alerte précoce, cohésion sociale et consolidation de la paix.	
Produit 2.1 Les enseignants et les élèves	Indicateur 2.1.1 Nombre d'enseignants de l'ENA dont les	0	10	Les travaux préparatoires sont en bonne voie, la liste du pool de	Un retard a été accusé du fait de l'indisponibilité de l'ENA pendant plusieurs mois, du fait de l'organisation des différents concours et examens pour	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
administrateurs de l'ENA et les élus locaux disposent de capacités en matière de genre et consolidation de la paix, prévention et gestion pacifique des conflits	capacités ont été renforcées sur les modules de formation sur la culture de la paix, la prévention et la gestion pacifique des conflits, y inclus la prévention des violences basées sur le genre			professeurs dont les capacités seront renforcées est disponible et les consultants formateurs sont recrutés. Les formations sont planifiées du 15 novembre au 15 décembre 2018.	le recrutement de la nouvelle promotion.	
	Indicateur 2.1.2 Nombre d'élèves administrateurs de l'ENA formés sur la culture de la paix, la prévention et la gestion pacifique des conflits y inclus la prévention des violences basées sur le genre	0	50	Les travaux préparatoires sont en bonne voie, la liste des étudiants dont les capacités seront renforcées est disponible et les consultants formateurs sont recrutés. Les formations sont planifiées du 15 novembre au 15 décembre 2018.	Un retard a été accusé du fait de l'indisponibilité de l'ENA pendant plusieurs mois, du fait de l'organisation des différents concours et examens pour le recrutement de la nouvelle promotion.	
	Indicateur 2.2.1	0	50		Les activités liées à cet indicateur seront	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 2.2 Les capacités de médiation et de gestion des conflits des acteurs de paix, des responsables communautaires (Rois, Reines et Chefs traditionnels, Médiateur de la République) et cadres et élus locaux sont renforcées	Nombre de rois et chefs traditionnels formés à une meilleure connaissance et utilisation des pratiques culturelles (alliances interethniques et intercommunautaires) de prévention et de gestion des conflits				mises en oeuvre en 2019	
	Indicateur 2.2.2 L'inventaire des mécanismes traditionnels existants de prévention et de règlement des conflits est	non	oui		L'étude sur l'inventaire des mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits est en cours de réalisation.	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	disponible					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: 1

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: Décembre 2018

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Les engagements en cours permettront d'atteindre les niveaux de dépenses attendus, conformément aux prévisions.

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: NA

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.